

CÔTE D'IVOIRE

Au temps béni des colonies...

David Wagner

La « communauté internationale » est un concept vague dont l'ingérence est à géométrie variable. La Côte d'Ivoire fait les frais de cet avatar postcolonial.

Lorsque le président américain George W. Bush accéda à la Maison Blanche alors que c'est son rival, Al Gore, qui avait réellement remporté l'élection, ni la France, ni l'Union européenne, ni l'Onu, ni aucune autre instance internationale n'avait protesté, n'avait posé d'ultimatum, n'était intervenue. Imaginons qu'une telle irrégularité avait eu lieu dans un pays d'Amérique latine, d'Europe de l'Est ou d'Afrique ! La « communauté internationale » n'aurait pas manqué de se « préoccuper » de la situation, voire d'envisager des sanctions. Parfois, la « communauté internationale » ne pipe pas mot : ce fut le cas récent pour les élections législatives égyptiennes, où l'on peut raisonnablement penser qu'elles ne se sont pas déroulées dans les règles de l'art. Mais bon, le dictateur Moubarak est un bon allié de l'Occident.

Voilà pourquoi il nous paraît étrange que la « communauté internationale » braque les feux de ses projecteurs sur la Côte d'Ivoire. Mais pourquoi donc ? Et d'ailleurs, c'est quoi cette communauté ? Est-ce l'ensemble des Etats de la planète ? Est-ce l'Onu ? Est-ce le Conseil de Sécurité ? Est-ce Washington ? Est-ce le Quai d'Orsay ? En fait, personne ne le sait vraiment car le terme n'a aucune définition officielle. Le plus souvent, la communauté internationale, ce sont les puissances qui ont des intérêts particuliers dans une région du monde ainsi que les moyens économiques, politiques et militaires pour les faire respecter.

Il ne nous appartient pas de départager qui de l'actuel président Laurent Gbagbo ou de son rival Alassane Ouattara est réellement sorti vainqueur des urnes. Que les élections présidentielles aient été entachées d'irrégularités - dans les deux camps paraît-il d'ailleurs - est probable dans un pays aux prises à la guerre civile depuis presque une dizaine d'années.

Le problème, c'est que la Côte d'Ivoire souffre de cette tragédie qui poursuit les Etats africains, surtout

lorsqu'ils sont riches en ressources. Il n'est donc pas étonnant que la Côte d'Ivoire, avec son cacao, son pétrole et ses diamants, intéresse la France et l'Europe - pardon, la communauté internationale. Gbagbo est loin d'être un saint et il n'hésite pas à sacrifier des vies humaines pour se maintenir au pouvoir, quitte à se positionner en chantre de la « deuxième décolonisation », tout en profitant hypocritement lui aussi de la présence française. Mais il serait tout aussi faux de voir en Ouattara, ancien premier ministre du président Houphouët-Boigny - qui fut l'inventeur et le promoteur du concept « Françafrique » - et surtout ancien vice-directeur du FMI, un grand démocrate. Il semble toutefois évident que des puissances occidentales comme la France et ses entreprises qui y sont installées préféreraient voir un potentat adepte du néolibéralisme s'installer à Yamassoukro.

Il est néanmoins étrange que Paris se soit tout d'un coup montré aussi soucieuse des règles démocratiques alors que la France n'a cessé de soutenir les pires régimes et bains de sang dans ses anciennes colonies pour peu que les potentats en place se montrent bien coopératifs, comme au Gabon par exemple. Mais il semble que la France préfère encore un président pas élu du tout et docile à un président mal élu et vétilleux. Les Africains le savent.

Laurent Gbagbo peut facilement attiser la haine - justifiée - de nombre d'Ivoiriens envers les « Blancs » ou plus précisément les Français. Et lorsque la France se permet encore de donner son aval à une élection dans un pays censé être indépendant, cela ne peut que renforcer les soupçons d'ingérence de l'ancienne puissance coloniale qui applique une sorte de doctrine Monroe à ses anciens vassaux. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup d'Ivoiriens, et avec eux autant d'autres citoyens africains, souhaitent ardemment le départ des Blancs. Non pas par racisme, mais pour la simple raison qu'ils aspirent, comme toutes les nations du monde, à s'occuper eux-mêmes de leurs affaires et de leurs ressources, et, en passant, à se débarrasser des autocrates qui les gouvernent au profit des puissances étrangères.



NEWS

Réseaux sociaux et facebook:

A visage découvert **p. 3**

EU-Klimaschutz: Kleinlaster machen auch Mist **S. 4**

Cuba: Liberté pour les Cinq **p. 5**

REGARDS

Pressefreiheit: Ungern Ungarn **S. 6**

Aide humanitaire: La République des ONG **p. 8**

Briefwechsel: Fragile Freundschaft **S. 10**

Russland: Der Mob regiert **S. 12**